



Chercheur de justice et de paix

jeudi 7 décembre 2017

ILE-DE-FRANCE Hisham Abu Shahla, 30 ans, Palestinien de Gaza, est doctorant en sciences politiques à Paris. Il prépare une thèse sur la question palestinienne : Une solution à un seul État.

Je suis arrivé en France en 2009, avec une bourse du gouvernement français pour étudier. J'ai fait un master en sciences politiques après une licence en économie et sciences politiques.

Concerné et impliqué

Enfant, j'ai vécu en Égypte, plus proche de Gaza pour notre vie familiale, mon père travaillait pour l'OLP, basée à l'époque en Tunisie. Nous avons donc vécu entre les deux. Je suis arrivé à Gaza à l'âge de 10 ans en ayant vu comment cela se passait ailleurs. J'ai ressenti nettement que nous vivions une situation anormale.

Je suis allé à l'université islamique de Gaza après avoir été dans une école chrétienne. Mon engagement a commencé avec la fac en 2004. L'année qui suivit le décès d'Arafat, la majorité des leaders étaient assassinés. C'était la guerre ; la fin de la 2ème intifada. J'étais engagé dans un syndicat étudiant de gauche. On avait un petit journal. Je travaillais sur l'histoire du mouvement national palestinien. J'étais passionné par cela. Le plus difficile pour moi, ce fut la division inter-palestinienne. Cela a détruit mon idéal du militant engagé pour la Palestine. Je voulais partir ; j'étais un bon étudiant ; j'ai donc cherché une bourse pour poursuivre mes études.

Apprendre, informer, militer

Arrivé en France, à Nantes, j'ai rejoint l'Union Générale des Étudiants de Palestine et participé à des soirées de témoignages avec la mairie de Rezé.

Aujourd'hui, avec les autres Palestiniens que je rencontre, nous faisons des soirées pour apprendre notre histoire, loin de toute propagande, pour comprendre la réalité. Si on reste sur les slogans, ça tombe à un moment ou l'autre ; ça ne peut pas faire un projet politique. Je crois que la Palestine a besoin d'avoir un projet politique. J'organise des débats ou je suis moi-même invité. Quand il a fallu être dans la rue, nous y étions comme durant la guerre en 2014. Cela touchait aux limites du supportable, en particulier le discours du gouvernement français solidaire avec l'armée israélienne.

Refuser l'humiliation

Historiquement, la Palestine était une seule terre où tout le monde cohabitait. Mais, à partir du moment

où la Grande-Bretagne a imposé un État juif, les choses sont allées vers la guerre. Pire : utiliser le discours sacré comme le fait le gouvernement d'Israël, c'est porter le conflit à l'infini. Aujourd'hui, un seul État contrôle tout : la terre, la population ; que ce soit en Palestine ou en exil. Le problème n'est pas de diviser un territoire déjà trop petit, ou de contester les espaces, mais d'établir une discrimination au plan des droits. Tant que cette inégalité subsistera, il n'y aura pas de paix. Ne pas accepter d'être humilié est inscrit dans la nature humaine.

Le conflit israélo-palestinien est un conflit politique. Vu de France, il n'est pas assez politisé. Il y a une colonisation en Palestine depuis 1948, avec une discrimination des Palestiniens (démolition des maisons, check-points...). Par mon travail, je veux essayer de proposer des bases scientifiques, pour avoir la légitimité.

J'invite chacun à chercher, à comprendre la situation et à ne pas tout voir avec les yeux franco-français ; à ne pas confondre le conflit Israël-Palestine avec les débats internes français, car cela n'aide ni en Palestine ni en France.

Propos recueillis par Sylvain Knittel